

Des nouvelles de Gaza et de la cause palestinienne

La trêve au quotidien

La trêve précaire se poursuit ; Israël la viole régulièrement : 132 Palestiniens de Gaza ont été tués par l'armée d'occupation depuis le début du « cessez-le-feu », qu'elle a violé 266 fois au 18 février.

L'armée sioniste poursuit également ses actes barbares. Ainsi, ses soldats ont utilisé un homme de 80 ans comme bouclier humain. Ils lui ont mis un cordon explosif autour du cou et l'ont forcé à explorer des bâtiments pendant huit heures. Après sa libération, une autre unité de l'armée d'occupation l'a abattu.

Pendant ce temps, « nos » *media* nous abreuvent avec la mort de trois captifs israéliens, une mère et ses deux enfants, en « oubliant » bien entendu de dire qu'ils ont été tués par les bombardements de l'entité sioniste. Eux ont un nom et leur mort est pleurée par nos véhicules de l'idéologie dominante, le vieil homme « sans nom » n'a pas eu droit à tant d'égards de la part des fabricants de « l'information ».

Du côté du boycott économique

Pourtant, le rapport de force ne permet pas aux sionistes de pérorer. Netanyahu et l'image d'Israël dans le monde sont de plus en plus contestés. L'ancien chef du Shin Bet (le service du renseignement intérieur de l'entité sioniste), Yoram Cohen, a déclaré le 14 février dernier : « *Netanyahu est un premier ministre fou, il fait des choses que même les tyrans ne feraient pas.* ».

Le boycott économique des « amis d'Israël » donne des résultats. Le PDG de Starbucks, la chaîne US de café a déclaré le 17 février que le boycott de la marque, lié à ce qu'il appelle « *la désinformation autour de Gaza* » a causé une baisse des ventes hors USA de 4 %. Le Financial Times, quotidien britannique, s'inquiétait le 11 février des retombées du boycott sur Starbucks et sur un autre symbole de l'impérialisme US, Macdonald's. Le journal se demande : « *Cela peut-il durer ?* », signe de l'inquiétude des valets de l'impérialisme occidental.

Par ailleurs, la BNP Paribas s'est débarrassée au début de février de plus de la moitié des actions ElbitSystems, entreprise israélienne qui produit des armes utilisées à Gaza.

Du côté de la répression

En Allemagne, point chaud de la répression, autant que la France, la police est entrée le 18 février dans les locaux d'une association de défense de la Palestine qui avait prévu de rencontrer Francesca Albanese et Amnesty International. Il s'agissait d'impressionner les militants et les gens intéressés. Les policiers ont finalement quitté les lieux et la rencontre a pu avoir lieu.

Le 20 février, l'État impérialiste français par la voix de la cour d'appel de Paris a, par des arguties juridiques, décidé de maintenir dans sa geôle de Lannemezan, le plus ancien prisonnier politique qu'il détient, Georges Ibrahim Abdallah.

Même libérable depuis 25 ans, Georges Abdallah gêne encore notre État impérialiste et surtout le chef du bloc occidental, l'impérialisme US. La décision de la cour d'appel est un report, motivé par le fait que Georges Abdallah n'a pas indemnisé les « victimes », l'impérialisme US !!! Son avocat précise : « *Je n'ai jamais vu une décision dans ce sens-là, ils reçoivent la demande de libération conditionnelle, ils l'acceptent à la condition que, et ils nous redonnent quatre, cinq mois pour qu'il ait le temps de payer [...] Ils admettent, mais ils veulent encore une fois céder aux Etats-Unis [...] or il a toujours dit, et moi avec, que jamais il n'indemniserait les Etats-Unis qui envoient les bombes sur les enfants palestiniens et libanais, c'est clair, c'est net, c'est précis* ».

Notons que le Parquet national anti-terroriste, qui est à l'origine de l'appel, motive celui-ci par le fait qu'il « *représente un symbole voire un visage tutélaire de la cause palestinienne* ».

On comprend bien que, comme à de multiples reprises depuis la phase actuelle de la guerre de libération nationale

en Palestine, Le Grand Capital, en France probablement plus qu'ailleurs, délègue toutes ses « forces spéciales de répression » pour museler toutes les voix qui défendent la lutte des Palestiniens contre le colonialisme sioniste. Ainsi, le mercredi 19, veille de l'annonce de la cour d'appel, plusieurs manifestations de solidarité ont été interdites. Les motivations de la préfecture de police de Paris pour interdire ces mouvements solidaires dépassent le thème habituel selon lequel elles pourraient troubler l'ordre public, « *dans le contexte social et international tendu* » puisqu'elles indiquent également qu'elles pourraient donner lieu à « des propos relevant de l'apologie du terrorisme ». Il est définitivement clair que, pour l'État capitaliste en France, terroriste signifie combattant pour la libération nationale ou le socialisme.

Le Parti Révolutionnaire Communistes est de ceux qui réclament ardemment la libération de Georges. Il doit pouvoir rentrer dans son pays, le Liban, il a suffisamment payé son refus de désavouer ses combats et son soutien à la cause palestinienne.

Continuons la lutte de solidarité

Plus que jamais, Il faut continuer à exiger la vérité dans le traitement de « *l'information* » autour du conflit colonial de Palestine. Il ne faut pas laisser sans réponse la propagande de la classe dominante qui soutient le prolongement organique de l'impérialisme occidental qu'est l'entité sioniste. Il ne faut pas laisser invisibiliser les Palestiniens, ne pas laisser des « *spécialistes* » évoquer le sort de la terre palestinienne sans jamais convoquer l'avis de ces mêmes palestiniens.

Pour le Parti Révolutionnaire Communistes, ce qui compte c'est la Résistance héroïque du peuple palestinien et la solidarité active des travailleurs du monde. Il faut donc continuer d'exiger le retrait total des forces d'occupation et de colonisation de Gaza, de la Cisjordanie et de Jérusalem. Mais, cela ne saurait suffire.

Une paix juste, c'est le démantèlement des colonies, le retour des réfugiés et un État palestinien indépendant. L'existence d'un État colonial empêche une telle paix. Les travailleurs d'Israël ne peuvent être libres s'ils ne rompent pas avec le sionisme et continuent de se trouver objectivement et activement dans le camp des colonisateurs. La solidarité avec la Palestine ne peut se contenter de phrases générales sur la paix. Il faut un État où tous les habitants jouissent des mêmes droits et puissent vivre ensemble, quelle que soit leur origine, en l'occurrence, un État palestinien démocratique. De même, la lutte de libération nationale du peuple palestinien n'a pas besoin de compassion, mais d'un réel soutien politique et d'actions de solidarité internationaliste. Et pour la France, où les Révolutionnaires, comme ailleurs, doivent combattre leurs capitalistes, cela commence par la lutte politique contre le soutien de l'impérialisme français à l'entité coloniale sioniste.

Le Parti Révolutionnaire Communistes, après la trêve et la poursuite du massacre en Cisjordanie, soutient plus que jamais les revendications fondamentales du mouvement de libération nationale palestinien : fin intégrale de l'agression militaire sioniste, droit au retour des réfugiés et formation d'un État palestinien sur le territoire de la Palestine mandataire.